

Strasbourg, 16 novembre 2023

ENF-VAE(2023) PV02

Comité d'experts sur la prévention de la violence (ENF-VAE)

Deuxième réunion (Strasbourg, bâtiment Agora, salle G04)

(Réunion en présentiel)

11 - 12 octobre 2023

Rapport de réunion

*Préparé par la Division des droits de l'enfant
Direction de la lutte contre la discrimination
Direction générale de la démocratie et de la dignité humaine*

Point 1 de l'ordre du jour : Ouverture de la réunion

1. La deuxième réunion du Comité d'experts sur la prévention de la violence (ENF-VAE, ci-après le Comité) a été ouverte par la présidente d'ENF-VAE, Mária VARGOVA (Slovaquie), qui a souhaité la bienvenue à tous les participants.
2. Regina JENSDOTTIR, chef de la division des droits de l'enfant, a également souhaité la bienvenue aux experts pour cette deuxième réunion, qui sera davantage axée sur le fond. Elle a invité les experts à fonder leur travail sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant et les [nombreuses] recommandations pertinentes émises par les organes de suivi du Conseil de l'Europe (Comité Lanzarote, Groupe d'experts sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (GREVIO), etc.) Elle a évoqué les défis actuels auxquels ENF-VAE s'attaquera, notamment ce que l'on peut appeler une "pandémie" d'exploitation et d'abus sexuels en ligne des enfants (OCSEA) et l'accès accru des enfants à des contenus pornographiques.
3. Le Comité a ensuite été accueillie par Zeynep USAL-KANZLER, secrétaire du Comité, qui a remercié les collègues pour leur soutien dans la préparation de la réunion et s'est réjouie du travail à venir.

Point 2 de l'ordre du jour : Adoption de l'ordre du jour et de l'ordre des travaux

4. Le Comité a adopté l'ordre du jour tel qu'il figure à l'annexe I.

Point 3 de l'ordre du jour : Déclaration de la présidence et du secrétariat

5. Le Comité a pris note des informations fournies par Katrin UERPMANN, Secrétaire du Comité directeur pour les droits de l'enfant ([CDENF](#)), sur les activités pertinentes du Conseil de l'Europe au titre de l'Objectif stratégique 1 de la Stratégie pour les droits de l'enfant (2022-2027), en attirant particulièrement l'attention sur la Recommandation [CM/Rec\(2023\)8](#) récemment adoptée par le Comité des Ministres aux États membres sur le renforcement des systèmes de signalement des cas de violence à l'égard des enfants. Des informations ont également été fournies concernant la préparation en cours de projets de recommandations sur les droits et l'intérêt supérieur de l'enfant dans le cadre des procédures de séparation des parents ou de placement ([CJ/ENF-ISE](#)), conjointement avec le Comité européen de coopération juridique (CDCJ), avec une pertinence particulière en termes de prévention et de protection des enfants contre la violence.
6. Le Comité a pris note des informations fournies par le Secrétariat sur l'état de mise en œuvre du mandat de l'ENF-VAE ainsi que du plan de travail révisé de l'ENF-VAE suite à la révision du mandat du Comité à la lumière des résultats du 4ème Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement du Conseil de l'Europe (Reykjavík, 16-17 mai 2023).
7. La présidente a exprimé sa gratitude pour le niveau d'intérêt manifesté par d'autres comités intergouvernementaux et organes de suivi du Conseil de l'Europe pour le travail de l'ENF-VAE, en particulier pour le travail sur l'éducation sexuelle complète et adaptée à l'âge, ce qui montre la nature multicouche et multidimensionnelle de la tâche. Elle s'est dite convaincue que le soutien des représentants de ces organes sera déterminant pour garantir la qualité et l'inclusivité des résultats et a souhaité la bienvenue aux représentants du Comité de Lanzarote, de la Commission pour l'égalité de genre, du Comité directeur pour la lutte contre la discrimination, la diversité et l'inclusion (CDADI) et du Secrétariat du Groupe d'experts sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (GREVIO) à la réunion.

Point 4 de l'ordre du jour : L'étude de faisabilité sur l'Éducation sexuelle complète et adaptée à l'âge des enfants pour renforcer les réponses visant, entre autres, à prévenir et à combattre la violence, y compris les comportements sexuels à risque ou préjudiciables des enfants

8. Le Dr Meghan CAMPBELL, consultante de l'University College Cork (Irlande), a fait une présentation sur le projet d'étude de faisabilité sur l'éducation sexuelle complète et adaptée à l'âge (CSE) afin de renforcer les réponses pour - entre autres - prévenir et combattre la violence, qui a couvert le concept d'éducation sexuelle, l'approche basée sur les droits de l'homme de la CSE comme moyen de mettre fin à la violence, les résultats empiriques et juridiques liés à la CSE ainsi que les recommandations pour informer un futur projet d'instrument non contraignant qui sera préparé par ENF-VAE.
9. Le Comité a pris note de la présentation, a examiné le projet d'étude de faisabilité et a tenu une discussion sur les principaux aspects qui devraient être couverts par l'étude de faisabilité. Les points suivants ont notamment été soulignés :
 - La nécessité de prendre en compte le fait qu'une grande partie de ce que les enfants apprennent sur la sexualité se passe en dehors de l'école, par le biais d'Internet, à l'initiative de l'enfant lui-même.
 - L'importance d'une approche multidisciplinaire dans les écoles, incluant des professionnels de la santé, des enseignants, etc., ainsi que l'importance d'équiper et de former les enseignants en CSE dans toutes les écoles.
 - L'étude de faisabilité doit également couvrir le rôle des parents dans l'offre de CSE à leurs enfants et différencier leur rôle de celui du personnel de l'école. Les parents devraient être conseillés, accompagnés et invités à faire partie de la solution et à jouer un rôle actif dans l'éducation sexuelle et la culture. Pour ce faire, il faudrait conseiller et former les parents à l'éducation sexuelle et à la culture. Le rôle d'autres acteurs de la société pourrait également être couvert, tels que les services de protection de l'enfance et d'autres professionnels travaillant pour et avec les enfants.
 - Le rôle extrêmement important de la participation significative des enfants à chaque étape de l'offre de CSE (conception du programme, mise en œuvre, suivi), y compris par le biais de l'éducation de pair à pair¹, afin d'éviter une approche paternaliste. La participation devrait inclure des voix différentes pour éviter la reproduction des dynamiques de pouvoir sociétales. En d'autres termes, la participation des filles, des enfants handicapés, des enfants LGBTI ou des enfants non scolarisés doit être assurée.
 - L'importance de reconnaître et d'accorder une attention particulière à des groupes spécifiques d'enfants qui risquent davantage d'être victimes de violence et de brimades, notamment les filles, les enfants LGBTI et les enfants handicapés (avec différentes catégories de handicap). L'CSE devrait naturaliser la diversité, afin de permettre aux enfants de comprendre ce concept dès leur plus jeune âge.
 - Le CSE doit être dispensé dans des espaces non moralisateurs, et des espaces spécifiques doivent être créés pour les garçons, les filles, les enfants LGBTI et les enfants handicapés. Les enfants doivent également pouvoir accéder aux informations en toute confidentialité.
 - Une discussion a porté sur le sexe des enseignants du CSE, avec des avis divergents sur le sujet. Si certains participants ont estimé que les enseignants devaient être du même sexe que les élèves, d'autres ont considéré que des enseignants hommes et femmes devaient dispenser le CSE, car les enfants ont besoin de modèles positifs différents. Des recherches supplémentaires sont nécessaires sur ce sujet afin d'éclairer l'étude de faisabilité.
 - L'étude devrait équilibrer le droit à la liberté de religion et aborder le rôle de certains chefs religieux et défenseurs d'autres valeurs traditionnelles, ainsi que leur résistance à l'offre de CSE, y compris les bonnes pratiques des États membres et la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme.

¹ Deuxième rapport de mise en œuvre, recommandation VIII-5 : pour améliorer son impact, le comité de Lanzarote invite les parties à veiller à ce que la sensibilisation des enfants aux risques d'exploitation et d'abus sexuels qu'ils encourent lorsqu'ils produisent et/ou partagent des images et/ou des vidéos sexuelles d'eux-mêmes soit menée en premier lieu par leurs pairs.

- L'étude de faisabilité ne devrait pas porter sur ce que le programme d'enseignement de l'éducation scientifique et technologique devrait couvrir à différents âges, mais plutôt proposer un instrument des droits de l'homme fondant l'enseignement de l'éducation scientifique et technologique sur les droits de l'enfant. L'étude devrait toutefois affirmer que l'offre de CSE devrait commencer le plus tôt possible.
- L'inclusion d'une perspective d'égalité entre de genre, basée sur des données ventilées par sexe, dans le projet d'étude, avec les résultats du suivi par le GREVIO de la Convention d'Istanbul et d'autres documents du Conseil de l'Europe pertinents pour le sujet, y compris une collection de documents sur l'article 14 de la Convention qui traite de l'éducation. Le CSE est essentiel pour les étudiants afin de comprendre toutes les questions liées à l'égalité des genres, au comportement non violent et la violence basée sur le genre.
- L'étude et ses recommandations devraient également couvrir la question des enfants ayant un comportement sexuel nuisible ou à risque, ainsi que la prévention des infractions sexuelles commises par des adolescents avec une perspective d'égalité de genre.
- L'étude devrait inclure une perspective traumatique et un modèle de psychologie positive, en particulier en ce qui concerne les enfants présentant un comportement sexuel préjudiciable.
- La nécessité de renvoyer à la Recommandation CM/Rec(2023)8 sur le renforcement des systèmes de signalement des cas de violence à l'égard des enfants dans l'étude.
- Des mécanismes de responsabilisation et de suivi doivent être mis en place, avec des examens périodiques de l'offre de services d'éducation et de formation des adultes à l'échelle nationale.

10. Le Comité a donné des instructions au consultant pour la révision et la finalisation du projet d'étude de faisabilité et a convenu d'envoyer des commentaires écrits finaux au Secrétariat avant le **30 octobre 2023**. Le Comité a été informé qu'un projet actualisé de l'étude de faisabilité serait révisé lors de la réunion du 3rd de l'ENF-VAE.

Point 5 de l'ordre du jour : Rapport d'examen de la mise en oeuvre de la Recommandation CM/Rec(2009)10 sur les lignes directrices du Conseil de l'Europe sur les stratégies nationales intégrées pour la protection des enfants contre la violence

11. Susanna GREIJER, consultante auprès de l'ENF-VAE, sur le projet de questionnaire pour l'examen de la mise en œuvre de CM/Rec(2009)10, qui est principalement divisé en deux parties, pour recueillir des données quantitatives et qualitatives respectivement, et couvre les questions juridiques et politiques pertinentes et les défis dans le développement de stratégies nationales pour la protection des enfants contre la violence. Le questionnaire se concentre également sur les questions liées à la violence entre pairs et à la participation des enfants.
12. Le comité a ensuite examiné et révisé le projet de questionnaire. Voici quelques-unes des suggestions faites par les différents participants :
- ajouter une définition de l'"enfant",
 - se référant à l'aspect sexospécifique de la violence à l'égard des enfants, et incluant la définition de la violence inscrite dans la convention d'Istanbul, tout en tenant compte de ses autres dispositions et en intégrant la dimension de l'égalité de genre et de l'intersectionnalité, le cas échéant,
 - veiller à ce que les questions couvrent également la situation des États décentralisés dotés de lois/politiques régionales ou locales,
 - l'ajout de l'expression "prévention et détection" de la violence dans l'ensemble du questionnaire (en plus des références existantes à la "protection contre la violence"),
 - mentionner la violence à l'égard des enfants dans le système judiciaire, sur le lieu de travail et dans le contexte des voyages et du tourisme, ainsi que le recrutement ou l'implication d'enfants dans les conflits armés,
 - l'intégration dans les programmes scolaires d'un enseignement scientifique et technique adapté à l'âge des élèves,
 - couvrant également les professionnels travaillant indirectement pour et avec les enfants dans les questions, ainsi que les bénévoles,

- reformuler la terminologie de la prostitution enfantine et de la pornographie enfantine pour désigner respectivement les enfants exploités par la prostitution et le matériel d'abus sexuel d'enfants,
- l'ajout d'une question sur le financement consacré spécifiquement à la prévention et à la détection de la violence à l'égard des enfants, et
- ayant des questions plus spécifiques concernant le système judiciaire pour les enfants victimes et témoins de violence.

13. Le Comité a chargé le Secrétariat de finaliser le projet de questionnaire et de le diffuser pour approbation finale par les membres de l'ENF-VAE, en vue de sa soumission ultérieure au Comité directeur pour les droits de l'enfant (CDENF) pour approbation lors de sa 8th Plénière du 14 au 16 novembre 2023. Le questionnaire sera ensuite distribué aux États membres, avec une date limite de réponse fixée au **31 janvier 2024**.

Point 6 de l'ordre du jour : Audition des experts externes

14. Le Comité a procédé à un échange de vues et a pris note des interventions d'experts externes de diverses organisations proposant différentes formes de sensibilisation et de formation pour divers groupes cibles (enfants, parents et professionnels travaillant avec des enfants) en vue de fournir une éducation scientifique et technique adaptée à l'âge des enfants (CSE) :

- Fédération des familles de Finlande** (Väestöliitto), sur le modèle finlandais d'éducation corporelle et émotionnelle ;
- Sensoa** (Belgique), le centre d'expertise flamand pour la santé sexuelle, qui a introduit un système de drapeaux comme outil factuel pour identifier les comportements sexuels acceptables et inacceptables pour les enfants et les jeunes de 0 à 18 ans ;
- Association Colosse aux pieds d'argile** (France), qui sensibilise, accompagne et forme les enfants et les adultes (encadrants, éducateurs, parents, etc.) par le biais de chargés de prévention présents sur l'ensemble du territoire français à la prévention de la violence contre et entre les enfants au sein des clubs sportifs et des établissements scolaires ; et
- Fédération internationale pour la planification familiale (IPPF)** - Réseau européen, qui a produit une série de notes d'orientation sur l'éducation sexuelle et mène des projets sur la santé sexuelle et génésique, notamment un projet sur l'éducation sexuelle dans la communauté rom (Mon corps, mes droits) qui illustre la mise en œuvre de l'CSE en dehors du cadre scolaire, tout en soulignant les principes transversaux de la lutte contre la discrimination et de l'égalité entre les sexes.

Point 7 de l'ordre du jour : Mise à jour des principaux développements et autres événements par les participants et les observateurs

15. Le Comité a pris note de la mise à jour des activités clés liées au mandat de l'ENF-VAE telles que partagées par :
- Tijana Borovčanin, membre du Comité de Lanzarote du Conseil de l'Europe,
 - Sara Slana, membre de la Commission pour l'égalité de genres (GEC),
 - Konstantina Tsekeri et Adina Dudau, Défense des Enfants International (DEI) Grèce, et
 - Theresa Ryan-Rouger, Missing Children Europe.

Point 8 de l'ordre du jour : Discussion sur la participation des enfants dans le contexte du travail de l'ENF-VAE

16. Le Comité a discuté de la dimension de la participation des enfants dans la réalisation de ses objectifs, comme proposé dans le plan de travail, et a convenu que les modalités de consultation des enfants seraient décidées lors des 3 réunions ENF-VAErd. Deux experts nationaux (de France et de Finlande) ont exprimé leur engagement à mener des consultations d'enfants afin d'éclairer le projet d'étude de faisabilité sur le CSE.

Point 9 de l'ordre du jour : Questions Diverses

17. Aucune autre question n'a été soulevée.

Point 10 de l'ordre du jour : Date et lieu des prochaines réunions

18. Le Comité a pris note que la prochaine réunion de l'ENF-VAE se tiendra, en personne, à Strasbourg du 12th au 13th mars 2024 (date à confirmer).

Point 11 de l'ordre du jour : Adoption du rapport de réunion

19. Le Comité est convenu d'approuver le rapport de réunion sous forme de compte rendu écrit.

Annexe 1

Projet d'ordre du jour et ordre des travaux

1.	Ouverture de la réunion	<u>Documents de référence</u> • Liste des participants - ENF-VAE (2023)LOP2 • Liste des membres • ENF-VAE 1er rapport de réunion- ENF-VAE(2023)PV1 F
2.	Adoption de l'ordre du jour et de l'ordre des travaux	<u>Documents de travail</u> • Projet d'ordre du jour et de l'ordre des travaux - ENF-VAE(2023)OJ2 • Projet d'ordre du jour annoté- ENF-VAE (2023)OJ2 ANN
3.	Déclaration du Président et du Secrétariat	<u>Documents de travail</u> • Mandat du ENF-VAE • Stratégie du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant (2022-2027) • CDENF(2023)INF2 - Conventions et recommandations du Conseil de l'Europe - Ressources principales pour la mise en œuvre de la Stratégie (2022-2027) • Méthodes de travail et programme - ENF-VAE(2023)01rev restreint
4.	Etude de faisabilité sur l'éducation sexuelle complète et adaptée à l'âge des enfants pour renforcer les réponses visant, entre autres, à prévenir et à combattre la violence, y compris les comportements sexuels à risque ou préjudiciables des enfants <i>(délivrable (1) du mandat)</i>	<u>Document de travail</u> • Projet de l'étude de faisabilité sur l'Éducation sexuelle complète et adaptée à l'âge des enfants (Résumé en français) ENF-VAE(2023)05 restreinte <u>Document de référence</u> • Étude sur la violence sexuelle et les comportements sexuels préjudiciables manifestés par les enfants : Nature, causes, conséquences et réponses, préparée par : Professeur Simon Hackett, Université de Durham, Royaume-Uni (seulement anglais) - CDENF-GT-VAE(2020)04 • Ressources et extraits d'instruments internationaux et européens pertinents sur l'éducation sexuelle complète et adaptée à l'âge ENF-VAE(2023)02
5.	Rapport d'examen de la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2009)10 sur les lignes directrices du Conseil de l'Europe sur les stratégies nationales intégrées pour la protection des enfants contre la violence <i>(Délivrable (3) du mandat)</i>	<u>Document de travail</u> • Projet de questionnaire pour l'examen de la mise en œuvre de CM/Rec(2009)10 - ENF-VAE(2023)07 Restreint <u>Documents de référence</u> • CM/Rec(2009)10 Lignes directrices du Conseil de l'Europe sur les stratégies nationales intégrées de protection des enfants contre la violence • CDENF(2022)27 Méthodologie pour l'examen de la mise en œuvre des recommandations du Comité des Ministres

6.	Audition des partenaires extérieurs	
7.	Mise à jour des principaux développements et autres événements par les participants et les observateurs	
8.	Discussion sur le processus de la participation des enfants	
9.	Divers	
10.	Date et lieu de la prochaine réunion	12 et 13 mars (à confirmer), Strasbourg (en présentiel)
11.	Approbation du rapport de réunion	

Ordre des travaux

Date	Heure (UTC+1))	Points de l'ordre du jour
11 octobre 2023	Matin 09h30-12h30	Points 1-4.
11 octobre 2023	Après-midi 14h00-17h00	Points 4 (suite), 6 et 8.
12 octobre 2023	Matin 09h30-12h30	Point 5.
12 octobre 2023	Après-midi 14h00-16h30	Points 5 (suite) et 7, 9-11.

DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE GÉNÉRAUX

Termes de référence du ENF-VAE 2023-2024
Résolution CM/Res(2021)3 sur les comités intergouvernementaux et les organes subordonnés, leur mandat et leurs méthodes de travail

RAPPORTS DE REUNIONS

ENF-VAE(2023)PV01	Rapport de la première réunion de l'ENF-VAE
-----------------------------------	---

Annexe 2

Liste des participants

MEMBERS / MEMBRES

Austria / Autriche

Alina Seel
Austrian Federal Chancellery
Head of Department
Directorate General VI – Family and Youth

Finland / Finlande

Malja Marjo
Ministry of Social Affairs and Health
Senior Ministerial Adviser, Social Affairs

France

Solenne Donal
Juge des enfants
Tribunal Judiciaire de Paris

Greece / Grèce

Eftychia Katsigaraki
Ministry of Justice
General Directorate of Special Legal Affairs & Human Rights
General Director

Hungary / Hongrie

Viktoria Sebhelyi
Independent consultant

Slovakia / Slovaquie

Mária Vargová
National Coordination Centre for Resolving the Issues of Violence against Children
Director

Spain / Espagne

Pepa Horno
Independent consultant on childhood, affectivity and protection

Sweden / Suède

Ola Florin
Ministry of Health and Social Affairs, Division for Social Services and Disability Policy
Deputy Director

Excused

OTHER MEMBER STATES / AUTRES ETATS MEMBRES

Türkiye / Türkiye

Ilayda Eryilmaz
Ministry of Family and Social Service

PARTICIPANTS

Lanzarote Committee of the Council of Europe / Comité Lanzarote du Conseil de l'Europe

Tijana Borovčanin

Member in respect of Bosnia-Herzegovina/ bosnie-Herzégovine

The Steering Committee on Anti-Discrimination, Diversity and Inclusion (CDADI) / Le Comité directeur sur l'anti-discrimination, la diversité et l'inclusion (CDADI)

Sean Finch

Member in respect of the United Kingdom/ royaume-Uni

Rapporteur of the Rights of the Child of the CDADI

Gender Equality Commission (GEC) /Commission pour l'égalité de genre (GEC)

Sara Slana

Member in respect of Slovenia/Slovénie

OBSERVERS / OBSERVATEURS

Defence for Children International (DCI)

Konstantina Tsekeri

Director of DCI – Greece

Dr. Adina Dudau

DCI – Greece

Missing Children Europe

Theresa Ryan-Rouger

Senior Policy Adviser

CONSULTANTS

Dr. Meghan Campbell

Reader in International Human Rights Law

Birmingham Law School, University of Birmingham

Dr. Susanna Greijer

Independent consultant

EXTERNAL EXPERTS

Camille Butin

Advocacy Advisor

International Planned Parenthood Federation (IPPF) European Network

Dr. Raisa Cacciatore

MD, Child psychiatrist, Adolescent health specialist, Senior Adviser

Family Federation of Finland (Väestöliitto)

Henriikka Kangaskoski

Educator

Family Federation of Finland (Väestöliitto)

Simon Latournerie

Directeur adjoint

L'association Colosse aux pieds d'argile

Wannes Magits

Sexual Development Policy Officer

Flemish expertise centre for sexual health (Sensoa)

COUNCIL OF EUROPE SECRETARIAT / SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE

DGII – Directorate General of Democracy / Direction générale de la Démocratie

Children's Rights Division / Division des Droits des enfants

Regina Jensdottir

Children's Rights Co-ordinator and Head of the Children's Rights Division / *Coordinatrice des droits des enfants et Cheffe de la Division des droits des enfants*

Katrin Uerpmann

Secretary of the Steering Committee for the Rights of the Child (CDENF) / *Secrétaire du CDENF*

Ana Guerreiro

Policy Advisor / *Conseiller politique*

Maria Asensio Velasco

Assistant Lawyer/ *Juriste assistante*

Anouk Moulin

Trainee / *Stagiaire*

Gender Equality Division / Division de l'égalité de genre

Cécile Gréboval

Programme Manager / *Responsable de programme*

Violence against women Division / Division sur la violence à l'égard des femmes

Francesca Montagna

Administrator / *Administratrice*

Kerstin Schinnerl

Administrator / *Administratrice*

Sexual Orientation and Gender Identity Unit/ L'Unité Orientation Sexuelle et Identité de Genre

Ellsworth Camilleri

Senior Project Officer / *Chargé de projet expérimenté*

Gabriella Calleja

Senior Policy advisor / *Conseiller politique expérimenté*

SECRETARIAT OF THE ENF-VAE / SECRÉTARIAT DU ENF-VAE

Zeynep Usal-Kanzler

Secretary to the ENF-VAE / *Secrétaire du ENF-VAE*

Children's Rights Division (DGII) / *Division des Droits des enfants (DGII)*

E-mail: Zeynep.Usal-Kanzler@coe.int

Audrey Winum

Project Assistant / *Assistante de projet*

Children's Rights Division (DGII) / *Droits des enfants (DGII)*

E-mail: Audrey.Winum@coe.int

INTERPRETERS / INTERPRETES

Grégoire Devictor

Katia di Stefano

Isabelle Marchini